

Bolivie : Le procès du Coup d'État I entre dans sa phase finale

Image not found or type unknown

La Havane, 12 février, (RHC)- Le procès connu sous le nom de Coup d'État I devant la Cour de justice de La Paz, la capitale de la Bolivie, contre le gouverneur élu de Santa Cruz, Luis Fernando Camacho, et l'ancien activiste civique de Potosí, Marco Antonio Pumari, est entré ce mardi dans sa phase finale.

L'ancienne présidente de facto, Jeannine Áñez, Camacho, en prison depuis décembre 2022, et Pumari, également en prison, ont fait l'objet d'une enquête dans le cadre de cette affaire.

Les anciens généraux des forces armées, Williams Kaliman et Carlos Orellana, l'ancien commandant de la police Yuri Calderon et l'ancien ministre Luis Fernando Lopez, également poursuivis en justice dans le

cadre de cette affaire ont fui la Bolivie, ainsi que l'ancien inspecteur général de l'armée Jorge Fernandez.

48 heures après avoir assumé illégalement la présidence du pays le 12 novembre 2019, la présidente de facto, Jeannine Áñez a signé le décret suprême 4078 (connu sous le nom de «décret de la mort »), exonérant les militaires et les policiers de toute responsabilité pénale pour la violence exercée lors de la répression contre ceux qui réclamaient le rétablissement de l'ordre constitutionnel.

En conséquence, les massacres de Senkata, dans la ville d'El Alto, d'El Pedregal, à La Paz, et de Sacaba, dans le département de Cochabamba, ont fait près de 40 morts et des centaines de blessés par armes à feu, ainsi que des milliers d'emprisonnés et de torturés.

Selon les documents du ministère public, « il existe des preuves suffisantes » du fait que Camacho est l'auteur des crimes de «financement du terrorisme, corruption active, séduction des troupes, incitation publique à commettre un crime et association criminelle, typifiés et punis par la loi».

L'accusé a révélé en décembre 2019, lors d'une réunion avec des alliés du coup d'État, filmée et diffusée par plusieurs chaînes de télévision, que son père, José Luis, avait négocié un accord avec l'armée et la police pour qu'elles ne soutiennent pas le président de l'époque, Evo Morales, au milieu du coup d'État qui a abouti à la démission de ce dernier le 10 novembre de la même année.

Pumari a également participé activement aux mobilisations violentes sous le prétexte d'une fraude présumée lors des élections générales de 2019, avec le soutien de l'Organisation des États américains (OEA), un acte illicite qui a été nié par les experts internationaux.

Source : Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/376444-bolivie-le-proces-du-coup-detat-i-entre-dans-sa-phase-finale>



Radio Habana Cuba